

« NOUS SOMMES PRÊTS » : UN AN APRÈS

Michel C. Auger



À la lumière du bilan de leur première année de pouvoir, on est en droit de se demander si les libéraux de Jean Charest étaient vraiment « prêts » à gouverner comme ils le clamaient l'an dernier au cours de la campagne électorale qui les a vus prendre le pouvoir. Leurs difficultés s'expliquent en bonne partie par l'interprétation qu'ils ont faite de leur victoire, note Michel C. Auger. Ils ont pris pour acquis que l'appui reçu aux urnes signifiait également un appui à leur programme. Or, les mesures les plus controversées de ce programme ne faisaient pas partie du message que les Libéraux ont mis de l'avant au cours de la campagne. Les Québécois se sont bel et bien vu proposer un virage à droite en 2003, sous les couleurs de l'ADQ, mais ils ont plutôt choisi d'appuyer un parti qui se présentait comme une force d'alternance, centriste et modérée. Ils se sont retrouvés avec un gouvernement conservateur décidé à réduire la taille de l'État, ce qui s'est avéré fort problématique en regard des attentes des citoyens. Le manque d'expérience de l'équipe ministérielle, exacerbé par des problèmes de communication, est venu compliquer la tâche du Premier ministre. Avec les référendums sur les défusions municipales qui s'en viennent et alors que s'annonce une nouvelle ronde de négociations avec les syndicats du secteur public, les prochains mois ne risquent guère d'être plus faciles que les premiers pour Jean Charest.

Considering their performance during their first year in power, it is justifiable to ask whether Jean Charest's Liberals were really "ready" to govern as they claimed to be last year during the election campaign. Many of their difficulties can be explained by their misinterpretation of their victory, notes Michel C. Auger. They took it as a given that the support they received at the ballot box also signalled support for their program. Quebecers were certainly offered a turn to the Right, he admits, but that was the ADQ option. The most controversial measures of the Liberal program were not part of the message they put forward over the course of the campaign, and Quebecers voted for a party that presented itself as centrist and moderate, an alternative to the PQ. What they got was a conservative government determined to reduce the size of the state, which proved to be a difficult task considering voters' expectation. The lack of experience of the ministerial team, exacerbated by communication problems, complicated the premier's task. With referendums on mergers expected in the next few weeks, in addition to a round of negotiations with the public sector unions looming, the coming months threaten to be no easier than the first few for Premier Charest.

Quand le Parti libéral du Québec a présenté son slogan électoral, peu avant le déclenchement des élections, en mars 2003, bien des observateurs se demandaient comment les libéraux avaient pu choisir un slogan aussi banal que « Nous sommes prêts ». Après tout, si les libéraux n'étaient pas prêts à gouverner après neuf longues années dans l'opposition, ils ne le seraient jamais.

Ce dont on ne pouvait se douter, c'est que ce slogan viendrait les hanter pendant une première année au pouvoir

très difficile où ils ont surtout réussi à prouver que, manifestement, ils n'étaient pas prêts à gouverner.

Le principal problème de Jean Charest et de son équipe tient à une mauvaise interprétation du mandat qu'ils avaient reçu le 13 avril 2003.

Au cours de l'année qui a précédé l'élection, chacune des trois formations politiques québécoises a, à tour de rôle, occupé la tête des sondages. À la fin, les libéraux ont remporté la faveur de l'électorat en grande partie parce qu'ils étaient le parti du centre.

Malgré un taux de satisfaction élevé, le gouvernement du Parti québécois était aussi fatigué que les électeurs étaient lassés de lui. Ce gouvernement interventionniste ne savait plus quel nouveau programme inventer. L'un des points tournants de la campagne fut d'ailleurs l'éclat de rire généralisé avec lequel fut accueilli une proposition de programme de subventions pour les vacances d'été.

La jeune Action démocratique de Mario Dumont a occupé la tête des sondages durant l'été et une partie de l'automne qui a précédé l'élection, mais son programme très conservateur a fait peur à un électorat québécois peu enclin aux changements sociaux très radicaux.

Un virage à droite radical était sur le bulletin de vote, le 13 avril 2003, mais au nom de l'ADQ. Le Parti libéral du Québec avait plutôt choisi de se présenter comme une force d'alternance, centriste et modérée.

Bien sûr, son programme électoral prévoyait des mesures législatives controversées qu'il allait faire adopter au cours des premiers mois du mandat, mais elles ne faisaient pas du tout partie du message que les libéraux avaient mis de l'avant tout au long de la campagne.

Les Québécois avaient voté pour un parti de centre, ils se sont retrouvés avec, pour la première fois depuis plusieurs décennies, un gouvernement conservateur. Sans doute pas à la sauce Mike Harris ou Ralph Klein, mais très certainement un gouvernement déterminé à réduire la taille de l'État.

Le manque d'expérience de l'équipe ministérielle et un sérieux problème de communications se sont combinés pour compliquer la tâche du nouveau gouvernement.

Le Conseil des ministres de Jean Charest ne compte que quatre personnes qui avaient une expérience ministérielle : M. Charest dans le gouvernement conservateur à Ottawa; la vice-première ministre, Monique

Gagnon-Tremblay avait fait deux mandats comme ministre du gouvernement Bourassa; le ministre des Finances, Yves Séguin, avait été ministre pour moins d'un mandat et son collègue de la sécurité publique, Jacques Chagnon, pendant quelques mois seulement sous Daniel Johnson.

L'un des résultats malheureux de ce manque d'expérience a été d'obliger le Premier ministre Charest à devenir le principal porte-parole de son gou-

L'un des résultats malheureux de ce manque d'expérience a été d'obliger le Premier ministre Charest à devenir le principal porte-parole de son gouvernement. Avec la notable exception du ministre de la Santé, Philippe Couillard, les ministres sectoriels sont pratiquement inconnus du public et il incombe donc au Premier ministre d'aller défendre les politiques et les décisions les plus controversées.

vernement. Avec la notable exception du ministre de la Santé, Philippe Couillard, les ministres sectoriels sont pratiquement inconnus du public et il incombe donc au premier ministre d'aller défendre les politiques et les décisions les plus controversées.

L'ennui, dans ces circonstances, c'est que le Premier ministre ne peut plus se placer en réserve ni, quand des difficultés surviennent, reculer ou faire les arbitrages nécessaires. Quand il est celui qui défend toutes les actions de son gouvernement, il se trouve à se priver en même temps d'une précieuse marge de manœuvre. Un premier ministre qui ne peut plus intervenir quand un dossier tourne mal est un premier ministre qui a les mains liées derrière le dos, ce qui fut le cas de M. Charest plus souvent qu'à son tour depuis le début de son mandat.

L'autre problème lié à ce manque d'expérience a été une atmosphère de cafouillage dans la gestion des crises. Ainsi, lorsque des policiers autochtones ont été retenus pendant quelques heures par des membres de la communauté de Kanata, près d'Oka, le ministre de la Sécurité publique, Jacques Chagnon, a choisi de négocier avec les dissidents plutôt qu'avec le chef dûment élu, James Gabriel — dont

la demeure a été incendiée quelques heures plus tard. Avec comme résultat que la crise perdure et que le chef élu a été, en quelque sorte, désavoué par le gouvernement. Depuis, Québec essaie de rétablir l'autorité du Grand chef Gabriel, mais sans y réussir.

La même absence de direction a caractérisé le dossier de la construction d'une centrale au gaz à Beauharnois près de Montréal, que ce soit dans la décision d'aller de l'avant ou le repli

stratégique. Le gouvernement a avancé trop vite, puis reculé, se trouvant à mécontenter tout le monde.

De même, la promesse électorale irresponsable de permettre la défusion des grandes villes se solde par une opération où le gouvernement a réussi à mécontenter tout le monde. Les partisans des grandes villes trouvent inacceptable que le gouvernement ait maintenu les nouvelles villes dans un climat d'incertitude, pratiquement depuis leur création. Les partisans des défusions en veulent au gouvernement car ils ne pourront pas retrouver leur municipalité avec tous ses anciens pouvoirs même dans le cas d'un référendum gagnant.

Ces difficultés sont exacerbées par des problèmes de communication gouvernementale. Le Premier ministre Charest a pris bien peu de temps pour expliquer ses décisions, se contentant la plupart du temps de dire qu'il ne faisait qu'appliquer son programme électoral. Sauf qu'on ne devrait pas être en train d'expliquer son programme un an après les élections...

Le gouvernement a largement agi comme si le mandat qu'il avait reçu le 13 avril dernier lui donnait carte blanche pour les quatre prochaines années. Il a fallu des sondages mon-

trant qu'un nombre record — 70 p. 100 — des citoyens du Québec étaient insatisfaits du gouvernement Charest pour que celui-ci comprenne qu'il lui fallait aller vers les citoyens et tenter de créer un consensus autour de ses réformes.

Pour essayer de dégager ce consensus, M. Charest a annoncé qu'il aurait recours au processus qui avait fait la fortune de Lucien Bouchard au tout début de son mandat, soit une série de sommets socio-économiques, où les représentants de la société civile seront invités à s'exprimer.

Mais dans le contexte d'un gouvernement qui atteint des records d'impopularité, l'exercice devient beaucoup plus périlleux et pourrait n'être, au mieux, qu'un exercice de limitation des dégâts.

Malheureusement pour M. Charest, ce qui a sans doute été sa plus grande réussite n'aura pas beaucoup ému l'opinion publique québécoise, encore échaudée par les échecs constitutionnels des années 1990. Pourtant, la création du conseil de la fédération, combinée avec le départ de Jean Chrétien, pourrait bel et bien conduire à une nouvelle ère dans les relations Québec-Canada.

La création même du Conseil a été une grande victoire pour M. Charest qui a réussi à convaincre des premiers ministres récalcitrants de créer une nouvelle structure. Cette structure donnera pour la première fois aux provinces un moyen de partager leur expertise, en particulier sur les questions fiscales, avant de se présenter aux rencontres fédérales-provinciales.

Un des grands mystères du fédéralisme canadien a toujours été le manque d'expertise des provinces qui se fiaient le plus souvent sur Ottawa pour faire les calculs à leur place et se retrouvaient parfois avec de grandes surprises, comme le dossier des taxes collectées en trop, il y a quelques années.

Que ce soit en matière de péréquation ou de contribution fédérale à la santé, les provinces ont tout intérêt à mettre en commun leur expertise. À ce



CP Photo

Selon Michel C. Auger, Jean Charest est sans doute le Premier ministre le mieux au fait des dossiers fédéraux-provinciaux que le Québec ait connu depuis Jean Lesage. Il est malheureux que ses réalisations dans ce domaine aient été éclipsées dans les manchettes par ses difficultés avec l'administration quotidienne, note-t-il.

sujet, le Québec a longtemps été la province qui faisait le plus d'études sur ces questions. Le Conseil servira, dans les faits, à rendre ces études disponibles à tous et aidera à faire en sorte que les chiffres présentés soient ceux qui reflètent la position de toutes les provinces plutôt que d'une seule. De même, le Conseil pourrait se révéler un joueur essentiel dans le nécessaire rééquilibrage des forces au sein de la fédération canadienne.

L'arrivée au pouvoir du premier gouvernement fédéraliste en une décennie à Québec permet à la province de jouer un rôle beaucoup plus actif, autant dans les relations entre les provinces qu'avec le gouvernement central.

Fort d'une expérience comme ministre fédéral et après six ans à la tête du Parti libéral du Québec, Jean Charest est sans doute le Premier ministre le mieux au fait des dossiers fédéraux-provinciaux que le Québec ait connu depuis Jean Lesage. Il est

malheureux que ses réalisations dans ce domaine aient été éclipsées dans les manchettes par ses difficultés avec l'administration quotidienne.

En visite à Londres, au début de l'année, M. Charest confiait candidement que son gouvernement voulait mettre en œuvre tous les projets impopulaires au cours de la première année de son mandat pour ensuite tenter de se réconcilier avec l'électorat grâce à des mesures plus populaires. Or, les prochains mois s'annoncent tout aussi difficiles que les premiers, avec les référendums sur les défusions et alors que le gouvernement doit amorcer la toujours périlleuse ronde de négociations avec les syndicats de la fonction publique.

À première vue, en tout cas, il est loin d'être évident que la seconde année du gouvernement Charest lui permettra de se rendre beaucoup plus populaire que la première.

Michel C. Auger est chroniqueur pour le Journal de Montréal.